

LA SNET

Comité Central d'Entreprise

25 mars 2009

Rueil-Malmaison

Agenda

Snet dans le groupe E.ON

Positionnement et ambition d'E.ON en France

Objectifs de développement industriel

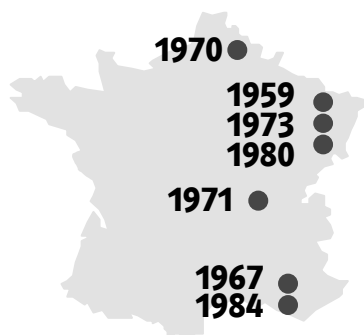
Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences

Questions diverses

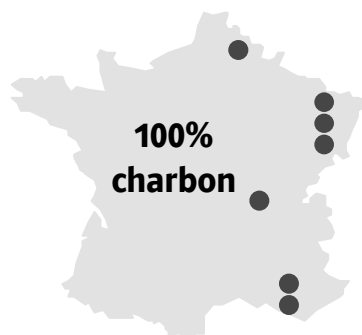
Snet dans le groupe E.ON

L'ouverture du marché de l'électricité imposait à Snet de s'adosser à un grand groupe

Outil industriel âgé

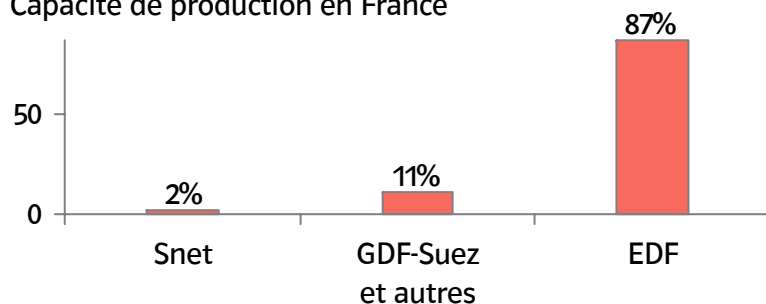


Mono-technologie



Taille limitée par rapport à ses concurrents

Capacité de production en France



La loi de 2000 sur l'ouverture des marchés de l'électricité imposait à Snet de s'adosser à un grand groupe :

- Capacité à investir
- Renouvellement des tranches
- Diversification du portefeuille de production
- Besoin d'obtenir une taille critique
 - En génération
 - En ventes

- 2004 : entrée majoritaire d'Endesa, non durable
- **2008 : arrivée d'E.ON**

L'arrivée du groupe E.ON représente un grand atout pour Snet

Le plus grand prestataire privé mondial de services d'électricité et de gaz



	E.ON	EDF
Chiffre d'affaires	86,8 Md €	64,3 Md €
EBIT - Résultat d'exploitation ajusté	9,9 Md €	7,9 Md €
Vente d'électricité	614,6 TWh	543,4 TWh ¹
Vente de gaz	1 224,0 TWh	
Collaborateurs	93 538	158 640 ²

- Plus de 30 millions de clients dans 30 pays
- Un des plus grands réseaux de service public d'Europe
- Le plus important importateur de gaz d'Europe, avec ses propres capacités de production

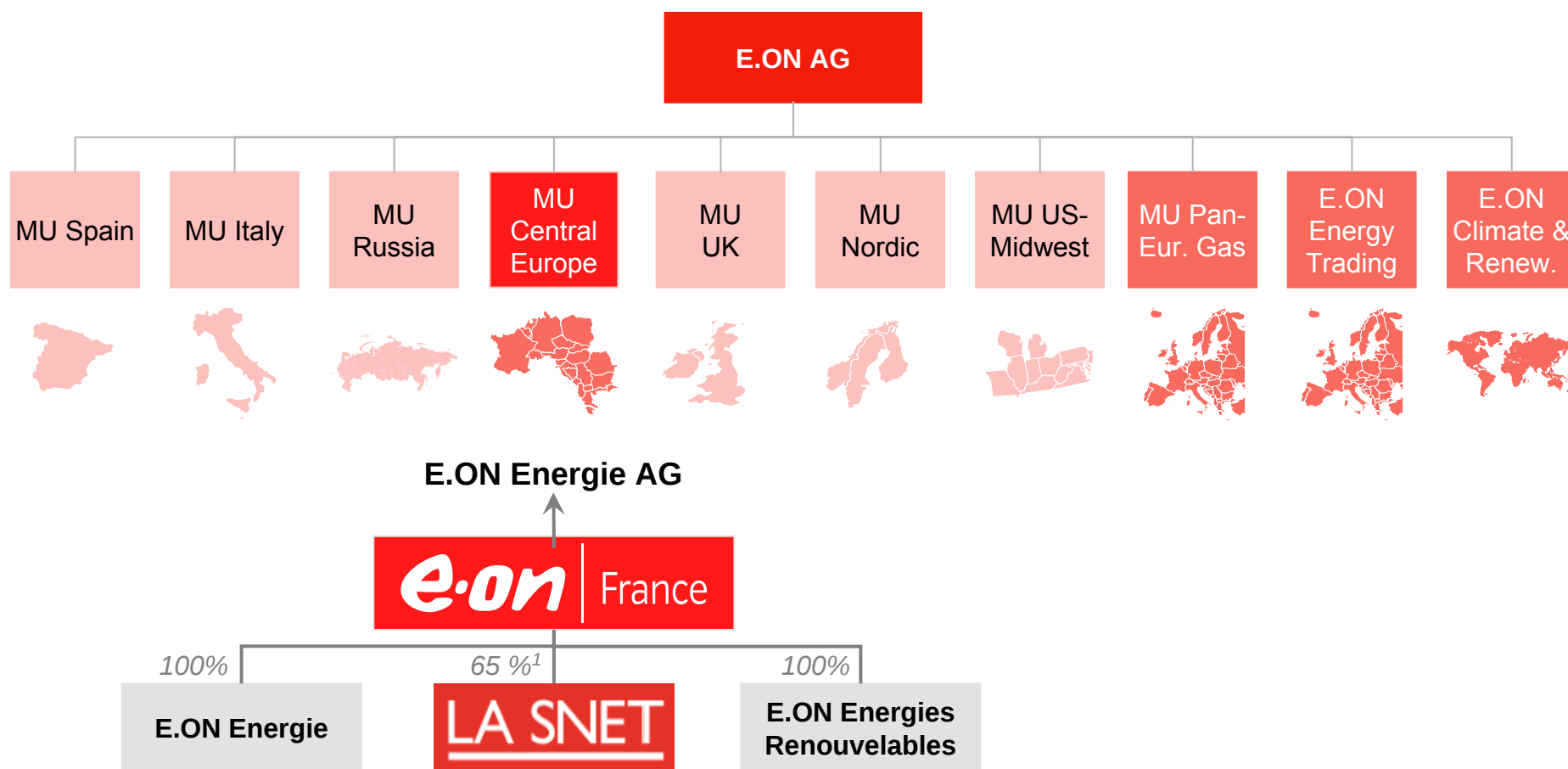
Données 2008

1. En France

2. Au 31.12.2007

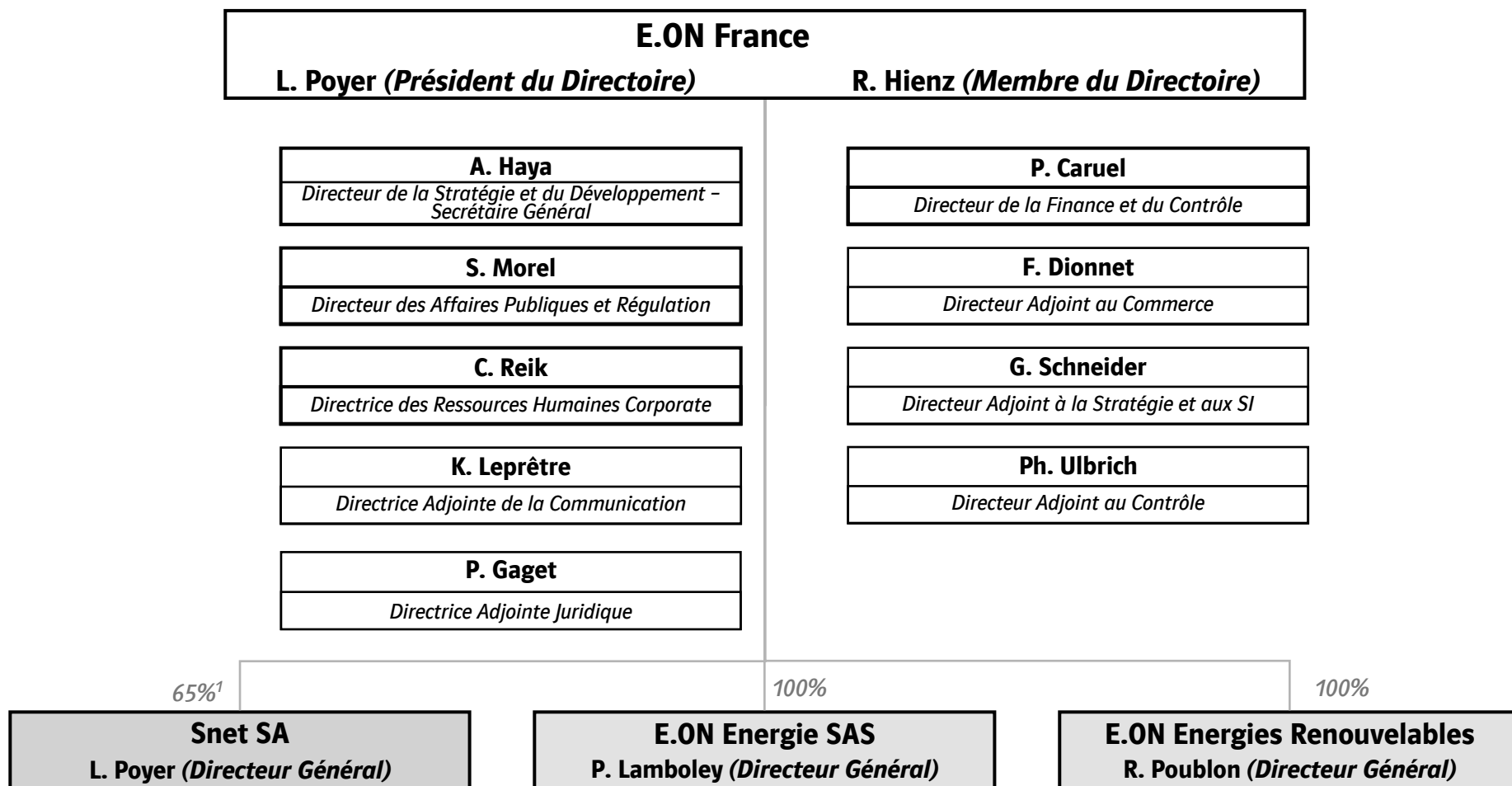
Sources : Bilan annuel 2008 E.ON et présentation EDF aux investisseurs du 19.02.2009

Snet est intégrée dans E.ON Energie et représente la composante essentielle de l'activité en France



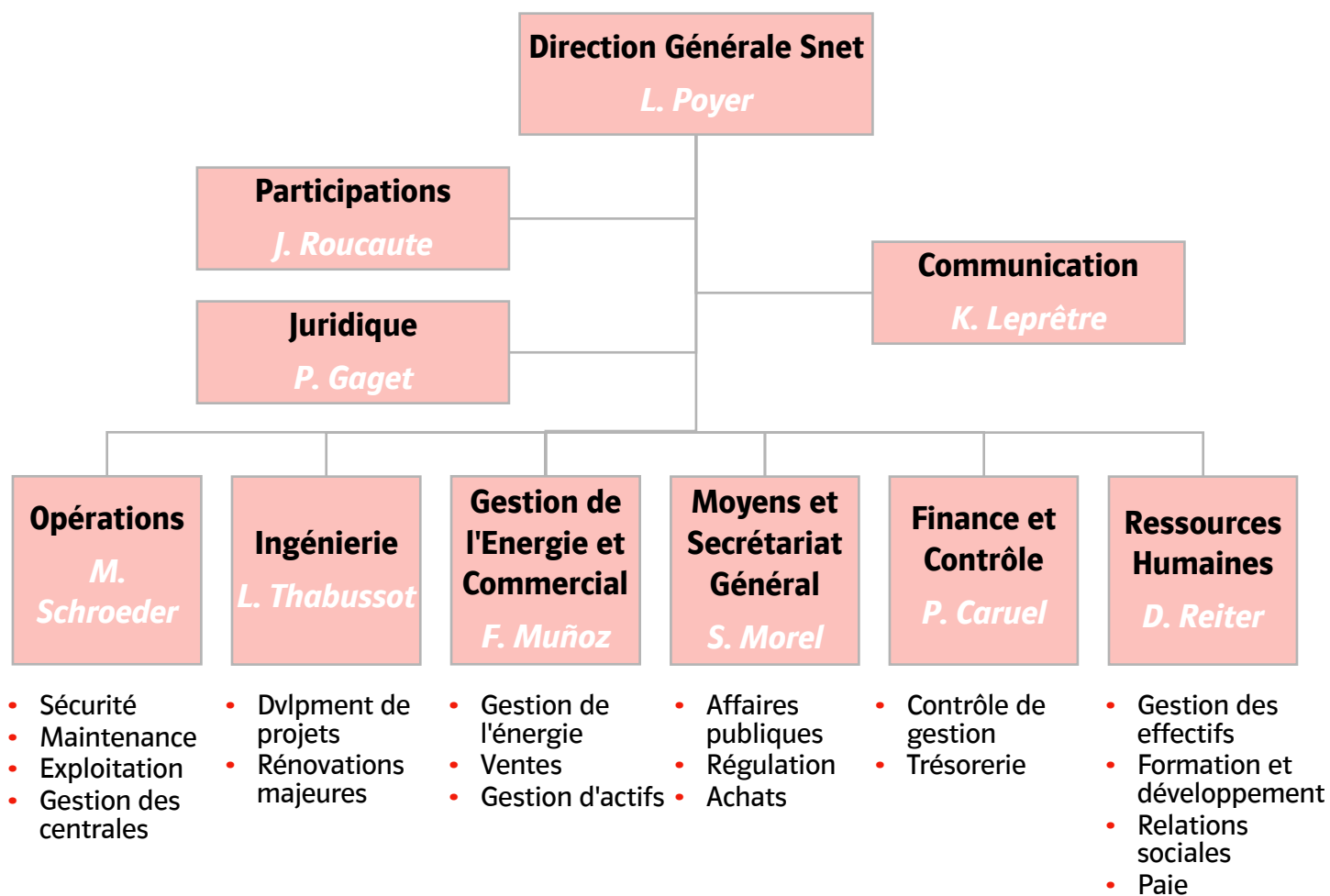
1. Processus de transfert à l'intérieur du groupe E.ON en cours

Une structure E.ON France a été mise en place



1. Processus de transfert à l'intérieur du groupe E.ON en cours

Ajustement de l'organisation Snet



Exemples d'ajustements

- De nombreux membres du Management de Snet jouent un rôle à la fois au niveau Snet et au niveau E.ON France
- Nouveau poste créé pour la sécurité au sein du département des opérations (couvrant tout le périmètre Snet)
- Nouveau rôle de gestion d'actifs intégré à la Direction de la Gestion de l'Energie et du Commercial

En parallèle, l'intégration se poursuit selon 3 grands principes aux conséquences concrètes pour Snet

Principes directeurs

Conséquences pour Snet

1

- Tirer profit de l'expertise du groupe
- Conserver et développer les compétences et savoir-faire de Snet



- Renforcement de certains rôles clés (exemple : sécurité)
- Benchmark systématique des différentes filiales
- Accès aux centres de compétences E.ON

2

- Objectif d'intégrer progressivement les forces de vente
- Tirer parti de la convergence gaz-électricité



- Harmonisation des processus de vente
- Développement de compétences gaz de Snet

3

- Bâtir une culture de groupe en respectant les modes de fonctionnement locaux
- Favoriser le développement des ressources humaines



- Mise en place des politiques RH E.ON
- Accent sur l'intégration interculturelle

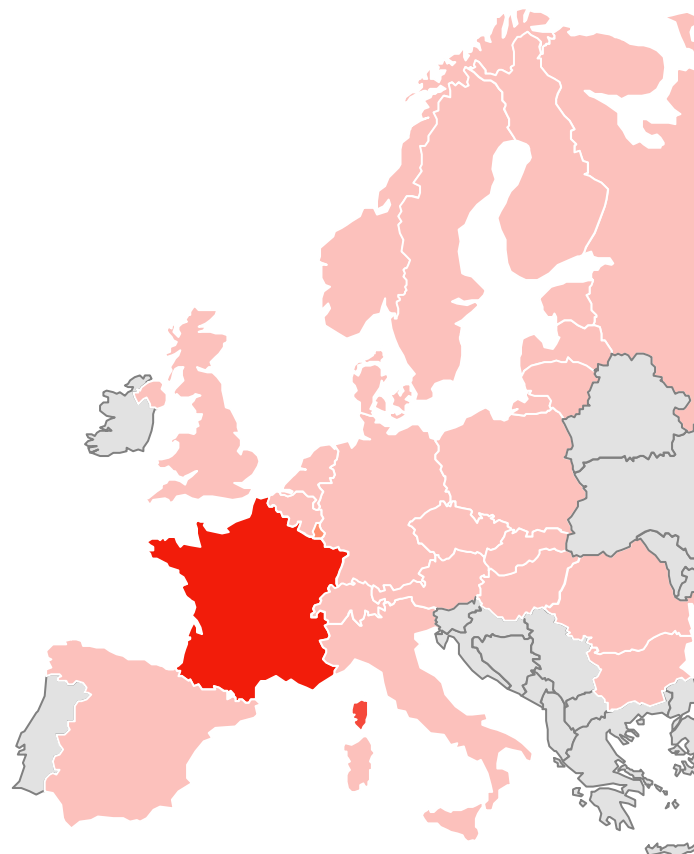
Progressivement, la conduite des activités se renforce des valeurs du groupe E.ON :

- Exigence absolue de sécurité physique pour les personnes
- Développement des aptitudes et des compétences
- Transparence
- Responsabilité de chacun dans le bon fonctionnement et le développement de l'entreprise
- ...

Positionnement et ambition d'E.ON en France

Le marché français : un potentiel de développement important

% part de marché E.ON



"Central Europe" : N°2 en génération

Exemple pour l'Allemagne :

- Capacité élec. : 25%
- Ventes élec. : 49%
- Ventes gaz : 55%

France : N°3 en génération

- Capacité élec. : 2%
- Ventes élec. : 2%
- Ventes gaz : 2%

"Nordic" : N°4 en génération

Exemple pour la Suède :

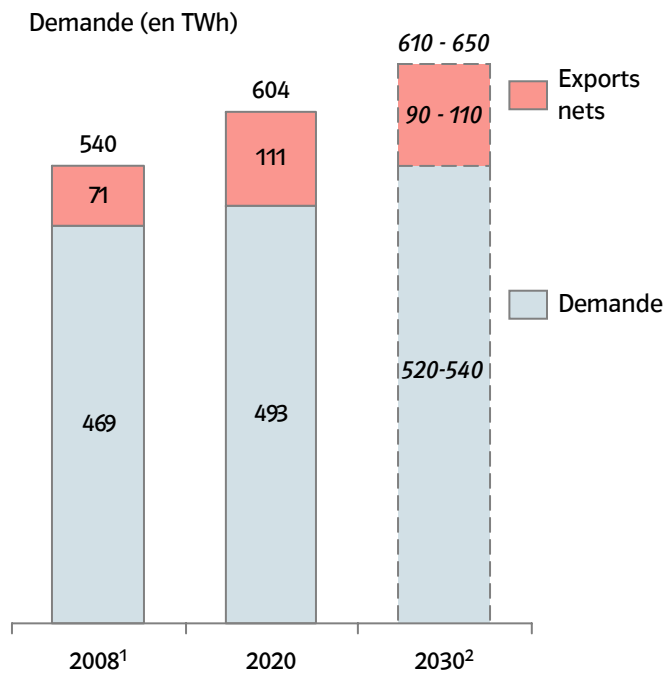
- Capacité élec. : 22%
- Ventes élec. : 28%
- Ventes gaz : 36%

Royaume Uni : N°2 en génération

- Capacité élec. : 13%
- Ventes élec. : 22%
- Ventes gaz : 7.5%

Le marché français est une opportunité de croissance pour E.ON

La demande française va augmenter jusqu'à 2030



- La demande intérieure en 2020 est basée sur le scénario "Grenelle de l'environnement"
- RTE, avec des hypothèses plus conservatrices (sur l'efficacité énergétique) prévoit une demande de 533 TWh en 2020

1. Chiffres 2006

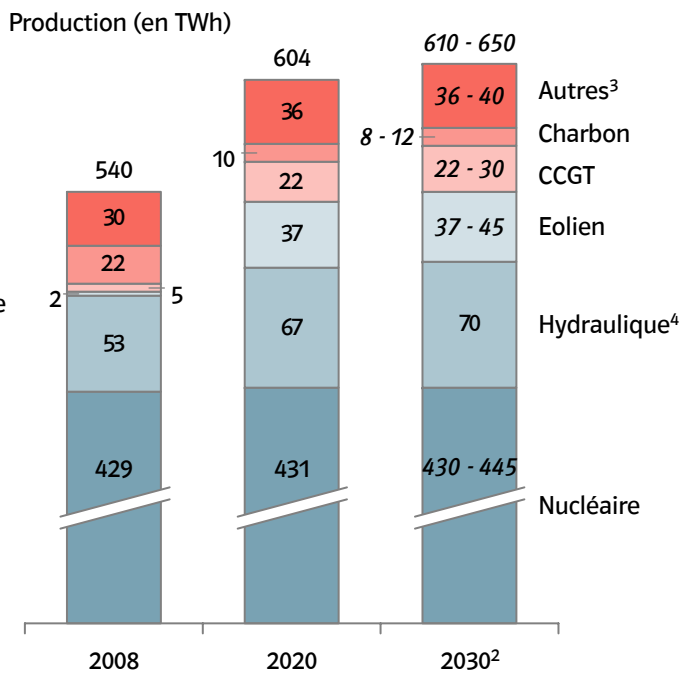
2. Estimation

3. Autres: biomasse, fuel, TAC, solaire et autres renouvelables

4. La production hydraulique est diminuée de la production utilisée pour le pompage

Source: bilan actualisé 2008 RTE; Meedat

Fort besoin de nouvelles capacités et de renouvellement du nucléaire



- Démantèlement d'une part significative du parc charbon d'ici à 2020
- Les nouvelles technologies sont ouvertes à la concurrence (CCGT, CSC, énergies renouvelables)
- Le renouvellement de la capacité nucléaire (EPR) sera accessible à des acteurs autres qu'EDF (déjà Enel, GDF-Suez)

Un environnement compétitif plus dynamique

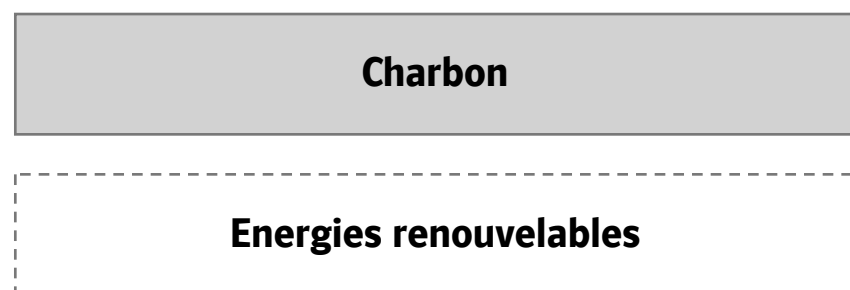
Une partie significative du marché de l'énergie devrait s'ouvrir à la concurrence sous la pression au niveau Européen et national

- Mise en place de la commission Champsaur
- EDF a annoncé être prêt à diminuer sa part de marché à 70% pour les clients industriels en échange d'une augmentation des tarifs régulés
- Renouvellement des concessions hydrauliques

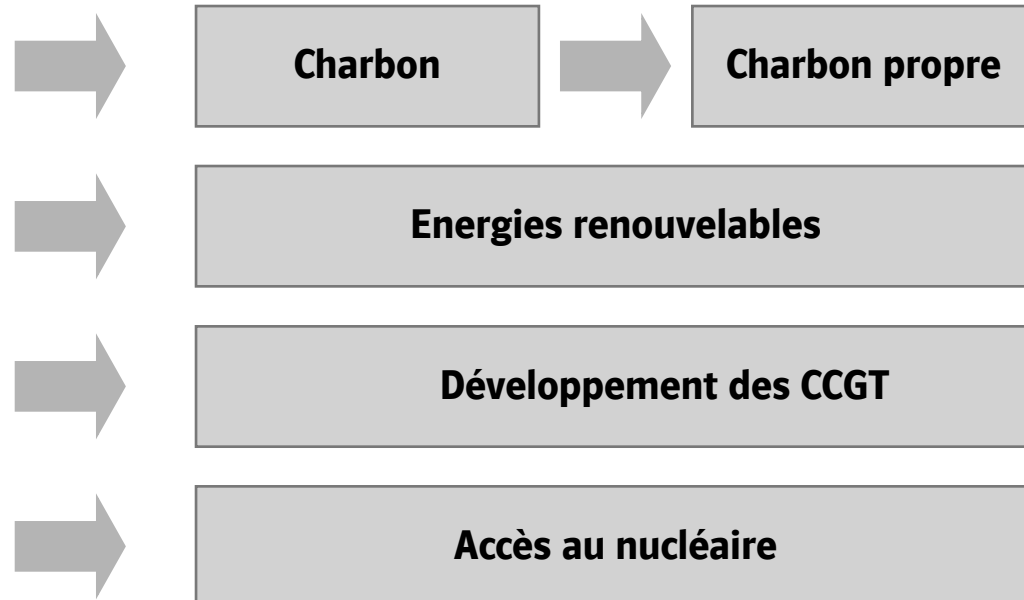
Opportunité de gagner des parts de marché dans la génération d'énergie en France

Pour tirer partie de "l'opportunité française", E.ON souhaite développer un nouveau modèle industriel, selon 4 axes stratégiques

**Modèle actuel :
mono-technologie**



**Nouveau modèle :
diversifié, moderne et peu émetteur de CO2**



Ce nouveau modèle est en forte adéquation avec la PPI

La PPI favorise le développement de la technologie CCGT, les énergies renouvelables, le nucléaire et le charbon propre

CCGT

- Moyen de production préconisé pour la semi-base
- Pas de limite fixée, 10 groupes déjà en construction ou en phase de développement avancé

Nucléaire

- Scénario privilégié : prolongation au-delà de 40 ans du parc nucléaire actuel
- Mise en service des deux premiers EPR, dont le premier à Flamanville en 2012

Energies renouvelables

- Développement massif à horizon 2020 :
 - Eolien : 25 GW, Solaire : 5,4 GW, Biomasse : 2,3 GW, Hydraulique : 3 GW

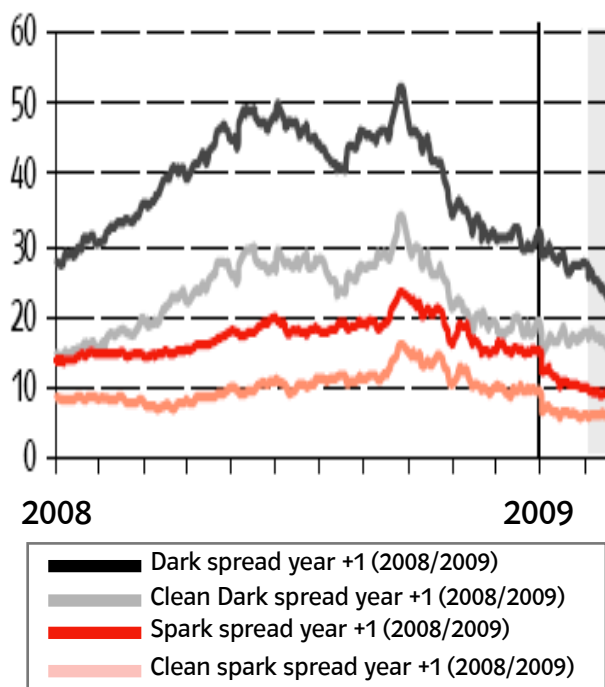
Charbon propre

- Intérêt du charbon pour la sécurité de l'approvisionnement
- Seuls les projets CCS seront autorisés

Nécessité de gérer les incertitudes pour garantir une électricité sûre, compétitive et peu émettrice de CO2

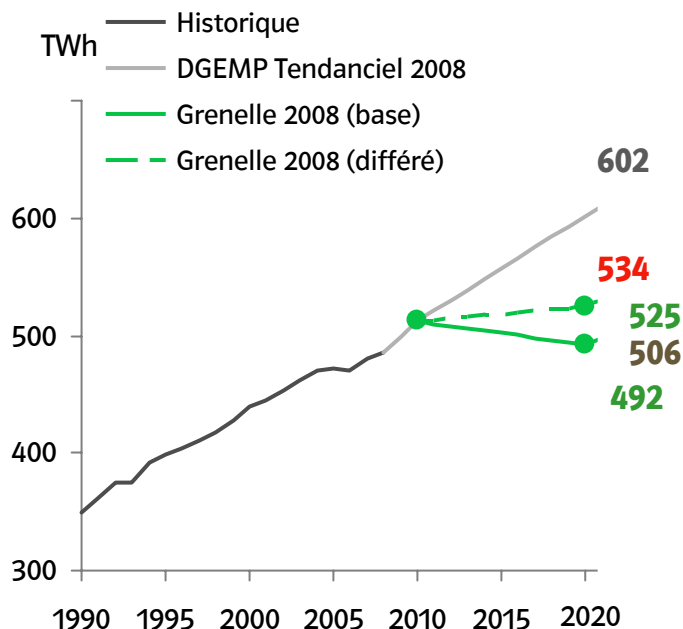
Le marché de l'électricité a évolué et incite à la prudence

Exemple d'évolution des courbes de "spread"



- Forte diminution des courbes de "spread" (charbon et gaz)
- Baisse de 50% en quelques mois

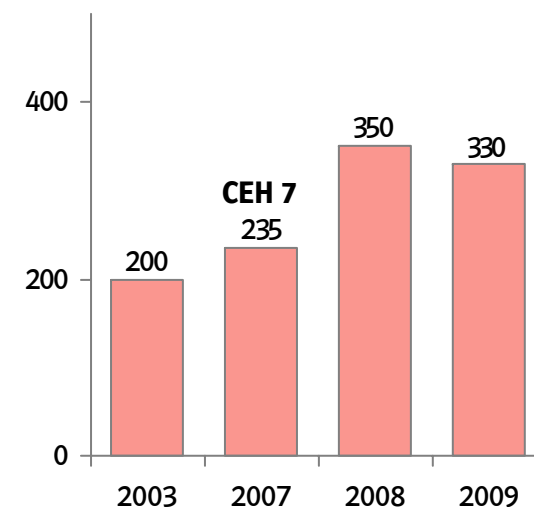
Evolution de la demande



- Incertitude sur l'évolution des volumes

Evolution du prix des équipements

M€ pour un cycle combiné gaz



- Baisse des prix possible suite à:
 - la baisse de la demande
 - la baisse du prix des matières premières
- Réalité et ampleur de la baisse inconnues 15

L'ensemble des acteurs est affecté par la crise

Difficulté d'accès au crédit

- La crise affecte le coût de la dette et le coût du capital, donc les possibilités de financement des investissements

"Les entreprises tentent de sécuriser leurs crédits à tout prix"
Les Echos, 18.11.2008

"Les grandes entreprises plus affectées par la crise du crédit"
L'AGEFI Quotidien, 5.01.2009

Risque sur la demande (prix et volume)

"La crise économique a fait baisser la demande d'électricité des industriels à la fin de 2008"
Le Monde, 15.01.2009

"Le brut chute à New York, la crise pourrait peser sur la demande"
AFP, 16.09.2008

Impact sur les investissements

"Enel réduit les investissements d'Endesa de 13.5 Mds€ d'ici 2013"
[...] Il y a un an Endesa avait annoncé 24.4 Mds€ d'investissements sur la même période"
Spanish News Digest, 13.03.2009
(traduction)

"Petroplus prévoit une année noire dans le raffinage"
Sept projets à travers le monde seront différés ou annulés dans les mois à venir. "
Les Echos, 17.02.2009

Dans ce contexte, E.ON se concentre sur ses priorités stratégiques afin de pouvoir maintenir un niveau d'investissement élevé

- *"Along with its ongoing performance enhancements and the prioritization of its investment projects, E.ON will systematically review its business portfolio. Depending on the capital-market situation, E.ON intends to divest at least €10 billion of assets by the end of 2010. "*

- **Revue du portefeuille d'actifs en cours**
- **Cessations d'actifs non prioritaires (10 Mds € d'ici 2010)**
- **Cibles déjà largement identifiées**
 - Réseau de transmission en Allemagne
 - Thüga (regroupement de participations minoritaires dans des fournisseur régionaux allemands)

- *"Based on ongoing performance improvements, E.ON anticipates that its operating earnings will develop positively."*

- **Déploiement du programme "Perform-to-Win"**
- **Programme d'excellence opérationnelle et d'exécution :**
 - Réduction de coûts (encadrement et ventes)
 - Augmentation de la productivité (exemple : disponibilité des centrales)

- *"The company's earnings stability will enable it to largely continue its investment program, which is the biggest in the energy industry. However, in view of the significantly more difficult economic environment, E.ON has again reviewed all projects in the current planning period and reduced the original figure by about €6 billion. "*

- **Plan d'investissement 2009-2011 restant très élevé**
 - 30 Md € prévus, - 6 par rapport au plan initial
 - 1/3 pour la maintenance, 2/3 pour la croissance
 - 15 Md prévus pour les investissements en génération

Notre stratégie de développement se base sur les actifs et savoir-faire de Snet, et prend en compte les contraintes et évolutions du secteur

Une forte capacité en semi-base

- **Position très forte de Snet en semi-base¹, avec 30% de parts de marché**
- **Un parc charbon unique, même si l'âge moyen des tranches est important**

Contraintes et évolutions du secteur

- **Impact directive GIC**
- **Incertitudes sur les évolutions des limites d'émissions**
- **Révisions décennales et investissements à réaliser en conséquence**

Un portefeuille de projets CCGT très développé

- **Snet a apporté à E.ON une base très importante de projets CCGT**

Contraintes et évolution du secteur

- **Impact des nouvelles conditions de marché sur la rentabilité des investissements**
 - Prix de l'énergie
 - Prix des équipements
- **Impact du Grenelle de l'environnement**
 - Priorité à la maîtrise de la consommation
- **Orientations de la PPI**
 - Diversification des technologies de génération

1. Sont considérées pour la semi-base les technologies charbon et CCGT

Objectifs de développement industriel

Emile Huchet: La production charbon reste un pilier de l'activité du site

Emile Huchet 4 125 MW

- Tranche non impactée par la directive GIC
 - Incertitude sur l'évolution réglementaire (émissions de HCl et HF)
 - Problème d'approvisionnement en combustibles menaçant l'avenir de la tranche
-
- Nouveaux combustibles identifiés (Saint Charles), demande d'autorisation en cours: le projet devrait être validé à l'été 2009
 - La visite décennale sera réalisée en 2010 et les investissements poursuivis

Emile Huchet 5 343 MW

- Directive GIC: limite réglementaire de 20.000 heures de fonctionnement avant 2015
 - 16.271 heures restantes au 01 janvier 2009
-
- Visite décennale en 2009 - investissement estimé à 6,7 millions d'euros

Emile Huchet 6 618 MW

- Tranche soumise à la directive GIC
 - Investissement de 75 M€ pour l'installation d'un dispositif Desox/Denox
-
- Poursuite du programme d'amélioration des performances

Objectif de fonctionnement jusqu'en 2015, voire au delà sauf nouvelle contrainte réglementaire

**Arrêt après les 20.000 heures (2012 à 2014 selon conditions de marchés)
Hypothèse GPEC: 2012**

Fonctionnement jusqu'à l'horizon 2025

Emile Huchet: Le démarrage des unités CCGT augmentera de 860 MW la capacité du site dès début 2010

Descriptif du projet

- Double bloc CCGT de 860 MW
 - Investissement engagé de 470 M€
- 
- **Mise en service industriel (MSI) en**
 - février 2010 pour le 1^{er} bloc,
 - en mars 2010 pour le 2nd bloc
 - **Création de 43 postes sur le site**
 - **Augmentation de 860 MW de la capacité de production d'Emile Huchet**

Dernières avancées du chantier

- 700 personnes sur le chantier de construction
- Principales avancées du mois de février
 - Mise en place de la turbine vapeur de la tranche 8
 - Mise en place de la turbine gaz de la tranche 7
 - Montage électrique en cours
 - Arrivée des transformateurs principaux sur le chantier

Un projet prioritaire et emblématique pour le Groupe E.ON

Emile Huchet: vue générale des travaux



La tranche Hornaing 3 sera maintenue en bon état de fonctionnement jusqu'à l'échéance réglementaire des 20.000 heures

- Snet a investi presque 10 millions d'euros pour la révision générale en 2006 dont
 - 2,4 M€ pour la chaudière
 - 2,7 M€ pour la turbine
- La directive GIC limite réglementairement la tranche à 20.000 heures de fonctionnement et impose l'arrêt de la tranche le 31 décembre 2015 au plus tard
- 16.761 heures restantes au 1^{er} janvier 2009



**Arrêt après épuisement des 20.000 heures réglementaires
(2012 à 2014 en fonction des conditions de marchés)
Hypothèse GPEC: fin d'année 2012**

Hornaing: Le projet CCGT est avancé et dispose de plusieurs atouts

- Le projet CCGT de Hornaing est actuellement sous le niveau de rentabilité demandé par le groupe E.ON
 - Autorisations administratives:
 - Permis de construire obtenu
 - Permis d'exploitation IPE obtenu
 - Permis d'exploitation ICPE en cours d'obtention
 - Le contrat de réservation avec RTE est signé
 - Le contrat de raccordement au gaz a été signé, et les ouvrages réalisés
-
- Contrat d'approvisionnement en gaz en cours de négociation
 - Spécifications EPC mises aux normes E.ON
 - Définition de l'organisation du projet pour sa réalisation



Le projet progresse afin de préparer la décision d'investissement

La tranche Lucy 3 sera maintenue en bon état de fonctionnement jusqu'à l'échéance réglementaire des 20.000 heures

- Snet a investi près de 24 millions d'euros en 2 ans dans la révision générale de la centrale Lucy dont
 - 4,3 M€ pour la chaudière
 - 2,4 M€ pour la turbine
-
- La directive GIC limite réglementairement la tranche à 20.000 heures de fonctionnement et impose l'arrêt de la tranche le 31 décembre 2015 au plus tard
 - 16.608 heures restantes au 1er janvier 2009
 - Les investissements devraient se poursuivre jusqu'à l'échéance des 20.000 heures



**Arrêt après épuisement des 20.000 heures réglementaires
(2013-2015 en fonction des conditions de marchés)
Hypothèse GPEC: fin 2013**

CCGT Lucy: le projet est maintenu, nous travaillons activement à son amélioration

- En l'état, le projet CCGT de Lucy se situe sous le seuil de rentabilité demandé par E.ON
 - Le projet est avancé
 - Les permis de construire et d'exploitation IPE et ICPE ont été obtenus
 - Le contrat de réservation avec RTE a été signé
 - Le contrat de raccordement au gaz a été signé, et les tuyaux de raccordement ont été livrés sur site
 - GRT-Gaz confirme la disponibilité de capacités de modulation gaz infra-journalière
-
- Priorités pour 2009
 - Révision et actualisation du calendrier
 - Demande d'extension des autorisations
 - Renégociation avec GRT-Gaz
 - Amélioration des conditions économiques du projet (approvisionnement gaz, prix EPC, partenariats, ventes de l'électricité)



Le projet progresse afin de préparer la décision d'investissement

Provence: la pérennité du site est assurée jusqu'à l'horizon 2025

Provence 4 250 MW

- Tranche non impactée par la directive GIC
- Faisceau de contraintes à partir de 2012
 - Règlementaire: baisse des limites d'émissions (NOx, SOx, poussières) fin 2015, sous le niveau actuel – essais à entreprendre (combustibles, réglages...)
 - Technique: stockage limité sur le terril de Bramefan vers fin 2012 (capacité à maintenir pour Provence 5)
 - Commerciale: la fin du contrat EDF en 2012 remettrait en question la rentabilité de la tranche, sous réserve d'évolution des conditions de marchés

Provence 5 618 MW

- Tranche soumise à la directive GIC
 - Investissement de plus de 81 M€ depuis 2005 pour l'installation d'un dispositif Desox/Denox
-
- Poursuite du programme d'amélioration des performances

- **Fonctionnement assuré jusqu'à fin 2012**
- **Les conditions techniques et financières de viabilité après 2012 sont actuellement à l'étude**

Fonctionnement jusqu'à l'horizon 2025

La poursuite du projet CCGT n'est pas réaliste en raison de plusieurs difficultés majeures

- La rentabilité du projet est la plus faible de notre portefeuille de projet
 - significativement en dessous du niveau demandé par E.ON
- Difficulté de raccordement au réseau de gaz:
 - Les travaux de connexion seraient longs et bien plus onéreux que les hypothèses initiales (surcoût de l'ordre de 10 à 20 M€)
 - Besoin en investissements importants dès cette année sous peine d'un retard critique pour le projet
- La zone PACA présente des difficultés d'approvisionnement en gaz et de modulation
- Il y a un excès de projets CCGT à l'est de la région PACA (3 tranches en construction et projet très avancé à Fos-sur-mer)



**En conséquence, le projet CCGT ne peut être poursuivi,
ce qui ne remet pas en cause la pérennité du site**

Projet de création du CAPI, Centre d'Appui à la Production et à l'Ingénierie, en s'appuyant sur les ressources de Mazingarbe

CAPI (Centre d'Appui à la Production et à l'Ingénierie)

Direction des opérations

- **Projet envisagé: rattachement à la direction des opérations**
- **Objectifs**
 - développer les compétences existantes
 - Renforcer les liens avec la production
- **Rôle**
 - Support à la production: assistance à l'optimisation des opérations et formation
 - Contrôle qualité et environnement: développement des procédures qualité
 - Gestion des indicateurs de production: collecte, gestion et analyse des données mensuelles de production
- **Le maintien des infrastructures de test fera l'objet d'une analyse approfondie**

Direction de l'ingénierie

- **Projet envisagé: maintien du rattachement à la direction de l'ingénierie**
- **Rôle: accompagner les projets d'ingénierie (notamment les projets CCGT)**

E.ON se positionne en France dans la génération d'énergie renouvelable (via l'entité E.ON Energies Renouvelables)

Les activités d'E.ON dans les énergies renouvelables

Eolien

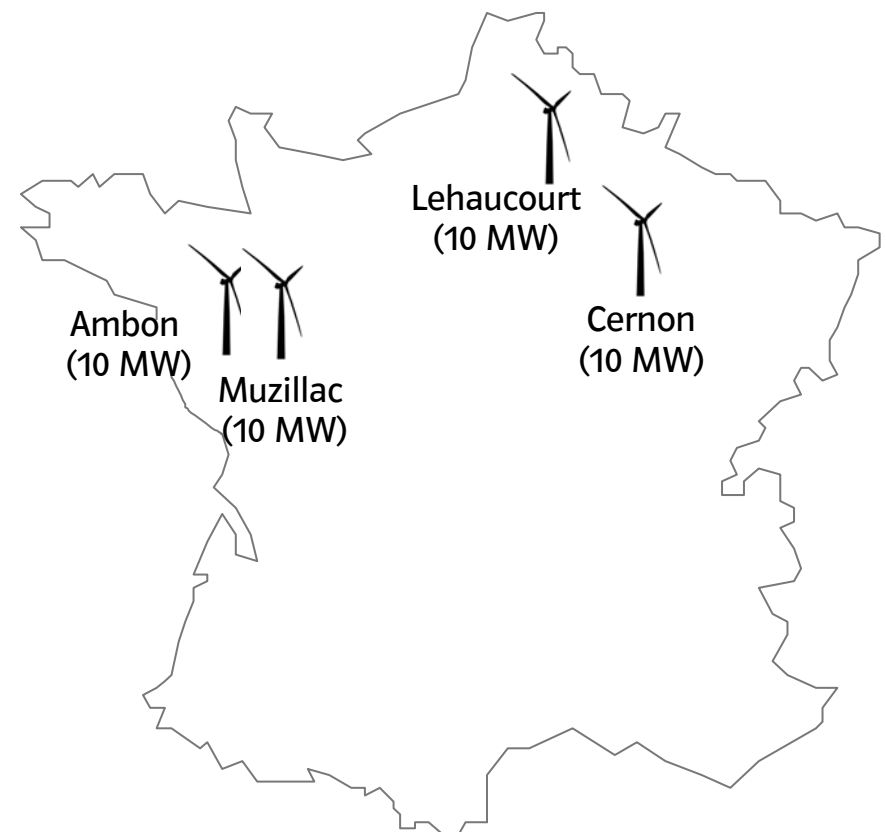
Capacité Snet installée à ce jour: 40 MW¹

Projets en développement

- Environ 70 MW de projets prêts à être construits (mise en service industriel pour 2010/2011)
- Plusieurs centaines de MW en développement

Au-delà de ces projets, E.ON étudie d'autres opportunités, notamment dans la grande hydro-électricité, la biomasse et le solaire

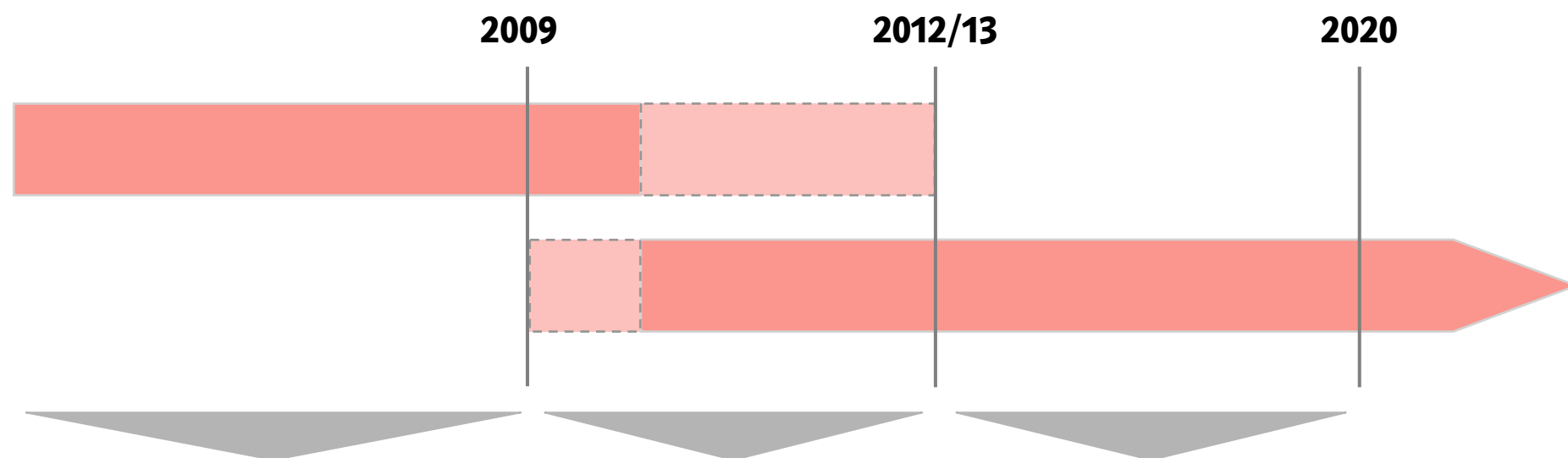
Tour de France des unités éoliennes E.ON



¹. 28.4 MW en vision consolidée dans le portefeuille d'E.ON Climates and Renewables

Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences

Une phase de transition est à anticiper dès aujourd'hui



Outil de production :

- Agé
- 100% charbon
- Soumis à des fortes contraintes environnementales rendant des fermetures inéluctables

Phase de transition à anticiper dès aujourd'hui

Outil de production :

- Moderne
- Diversifié
- Moins polluant

Développement de Snet :

- En termes de capacité
- En termes d'emplois

Nous souhaitons profiter de cette période de transition pour initier une GPEC et étudier l'avenir de l'emploi site par site, cas par cas

Impact de la transition

- **Fermeture de tranches charbon impactées par contraintes réglementaires**
- **Ouverture de nouvelles tranches (principalement CCGT)**

Premières pistes de solutions proposées, dans l'attente de discussions et négociations

- **Tirer parti des nombreux départs en retraites prévus**
 - Nécessité de conduire une réflexion globale sur l'ensemble des salariés à droits ouverts afin de gérer au mieux ces départs
 - Idée d'une "préretraite maison" non exclue
 - Cadre général de la politique de remplacement des départs à discuter
- **Favoriser la mobilité**
 - Géographique ou fonctionnelle
 - Vers autres tranches charbon, CCGT, au sein d'E.ON
- **Eventuellement, envisager des départs volontaires avec accord de l'entreprise**

Nous avons au moins 3 ans pour préparer notre transition sur l'emploi
Objectif : une solution adaptée pour chaque salarié

Les discussions sur la GPEC devront permettre de trouver un accord sur chacune des dimensions suivantes

Enjeux de négociation

Objet de la négociation

• Date et conditions de départ en retraite

- Possibilité d'ajustement de la date de départ en retraite pour les salariés ayant leurs droits ouverts
- Possibilité éventuelle de "préretraite maison", pour les salariés n'ayant pas leurs droits ouverts
- Procédures, calendrier et conditions d'application

• Politique de remplacement des départs

- Taux de remplacement par métier et par site
- Principe de recours à la sous-traitance
- Principe de recours aux contrats temporaires

• Acceptation de départs volontaires avec accord de l'entreprise

- Périmètre des métiers et personnels potentiellement concernés
- Procédures, calendrier et conditions d'application

• Accord de mobilité géographique ou fonctionnelle

- Typologie des mobilités envisagées
- Périmètre des métiers et personnels potentiellement concernés
- Procédures, calendrier et conditions d'application

Les négociations se feront dans le respect du rôle et des responsabilités des partenaires sociaux

Dans un objectif de recherche en commun de solutions, Snet s'engage, et souhaite inviter les OS au dialogue

Nos engagements sont conformes à la culture du groupe E.ON "d'entreprise responsable"

- Anticiper au plus tôt les contraintes, afin de trouver les meilleures solutions possibles
- Minimiser l'impact sur les salariés
- Proposer la solution la plus adaptée à chacun des salariés ainsi qu'à l'entreprise, assortie des garanties nécessaires
- Rechercher le dialogue avec les OS

Nos souhaits

- Engager un dialogue constructif entre la direction, le management et les OS permettant d'identifier une solution pour chacun
- Trouver un accord sur les 4 enjeux de négociations cités précédemment
- Démarrer une recherche commune de solutions dans l'intérêt des agents SNET et de l'entreprise

Notre objectif : la recherche en commun de solutions adaptées, assorties des garanties nécessaires
Nous souhaitons ouvrir les discussions sur la GPEC dès avril 2009